

EXÉCUTIFS — EXECUTIEVEN

MINISTÈRE DE LA RÉGION WALLONNE

F. 89 — 1787

13 JUILLET 1989. — Arrêté de l'Exécutif régional wallon
portant exécution de l'article 10 de la loi du 4 août 1978 de réorientation économique

L'Exécutif Régional wallon,

Vu la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles (article 6, § 1, VI, 4^o, b) telle que modifiée par la loi du 8 août 1988 notamment l'article 4, § 8, VI, 1^o;

Vu la loi du 4 août 1978 de réorientation économique, modifiée par la loi de redressement du 10 février 1981 relative aux Classes moyennes, notamment les articles 2, 10 et 28;

Vu l'arrêté royal du 10 octobre 1978 portant exécution des articles 1^{er}, 2, 5, 7, 10 et 12 de la loi du 4 août 1978 de réorientation économique;

Vu l'arrêté de l'Exécutif du 18 janvier 1989 fixant la répartition des compétences entre les Ministres et réglant la signature des actes de l'Exécutif;

Vu l'arrêté de l'Exécutif du 27 janvier 1989 portant règlement du fonctionnement de l'Exécutif Régional wallon;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 3, alinéa 1^{er}, modifié par l'article 18 de la loi ordinaire du 9 août 1980 de réformes institutionnelles;

Considérant que la prime d'emploi doit avoir un caractère plus incitatif à l'embauche de travailleurs;

Considérant qu'il est opportun de régler ce problème dans le cadre des nouvelles directives d'application de la loi du 4 août 1978 récemment adoptées par l'Exécutif régional wallon;

Considérant les objectifs de la Déclaration de politique fédérale de Wallonie, notamment en ce qui concerne les mesures visant à rentabiliser au mieux, particulièrement par la création d'emploi, l'utilisation des aides octroyées dans le cadre des lois d'expansion économique;

Considérant qu'il est nécessaire de publier sans tarder les modalités et les conditions requises pour l'obtention de primes d'emploi afin de permettre aux entreprises d'introduire leurs demandes en temps opportun;

Considérant que la liquidation des primes d'emploi en un seul versement simplifie considérablement les formalités administratives;

Vu l'urgence;

Sur proposition du Ministre-Président de la Région wallonne chargé de l'Economie, des P.M.E. et de la Fonction publique régionale,

Arrête :

Article 1^{er}. En application de l'article 10 de la loi du 4 août 1978 de réorientation économique, le Ministre de la Région wallonne qui a l'expansion économique des P.M.E. dans ses attributions peut accorder des primes d'emploi aux entreprises, personnes et établissements visés à l'article 2 de la loi du 4 août 1978 de réorientation économique, qui, même sans procéder à des investissements, engagent des travailleurs rémunérés complémentaires, pourvu que les conditions fixées par le Ministre précité soient respectées.

Art. 2. § 1^{er}. Le montant de la prime est fixé à 100 000 FB par travailleur supplémentaire engagé.

Cette prime sera liquidée en une tranche, après preuve du maintien du travailleur pendant douze mois dans l'entreprise. Un contrôle du maintien du travailleur pendant minimum vingt quatre mois sera réalisé. En cas de non-respect de cette condition, la prime d'emploi sera récupérée.

§ 2. Par preuve de l'engagement au sens du présent article, il y a lieu d'entendre la production de l'attestation trimestrielle délivrée par l'Office sociale.

§ 3. La justification de l'augmentation de l'emploi sera établie par la production d'attestations de l'Office national de Sécurité sociale couvrant les quatre trimestres qui suivent le trimestre au cours duquel le programme des engagements aura débuté, et qui seront comparés aux attestations de l'Office national de la Sécurité sociale couvrant les quatre trimestres précédant ce trimestre débutant ledit programme. La preuve du maintien du travailleur dans l'entreprise pendant vingt quatre mois sera apportée par les attestations de l'Office national de la Sécurité sociale des quatre trimestres suivant celles qui ont donné lieu à l'octroi de la prime.

Art. 3. § 1. Une prime d'emploi ne peut être consentie que si l'occupation moyenne après embauche est supérieure d'une unité au moins à l'occupation moyenne au cours des quatre trimestres qui précèdent le début du programme d'engagement.

§ 2. L'engagement à temps plein ou à temps partiel est pris en considération et l'aide est accordée pour autant que, sur base des attestations O.N.S.S., le nombre de jours nécessaires soit atteint.

Art. 4. Lorsque le travailleur rémunéré est un ressortissant d'un Etat non membre de la Communauté européenne, la prime d'emploi peut être attribuée si, au moment de son engagement, celui-ci réside régulièrement en Belgique et s'il est titulaire d'un permis de travail valable pour cet emploi.

Art. 5. Aucune prime d'emploi ne sera allouée lorsque la personne engagée était occupée avant son engagement dans une autre entreprise, propriété du demandeur de la prime ou dans laquelle celui-ci détient la majorité des parts ou actions; de même si la société qui demande la prime appartient à une ou plusieurs personnes qui détiennent la majorité des parts ou actions dans une autre société, le transfert de personnel de la seconde ne sera pas pris en considération.

Art. 6. La prime ne pourra, en aucun cas, être cumulée avec une autre prime ou subvention qui serait accordée, en raison d'une même mise au travail, par la Région wallonne.

Art. 7. § 1^{er}. La demande de prime d'emploi peut se faire soit par l'intermédiaire d'un secrétariat social agréé, soit directement par l'entreprise.

§ 2. Les demandes doivent être introduites dans le courant du trimestre qui suit le trimestre au cours duquel le programme d'engagement a débuté.

Le dossier devra comporter une attestation de l'O.N.S.S. couvrant les quatre trimestres précédant le début du programme d'engagements retenu par l'entreprise.

§ 3. Il ne peut être tenu compte que d'un seul programme d'engagements par période de quatre trimestre civils successifs.

Art. 8. § 1^{er}. La liquidation est tributaire de la production par le demandeur d'une liste comportant les noms des personnes embauchées et mentionnant les dates d'embauche. Pour les travailleurs qui ne sont pas ressortissants d'un Etat des Communautés européennes, il sera fait mention du numéro de permis de travail.

§ 2. La prime pourra être liquidée à partir du cinquième trimestre civil suivant le trimestre au cours duquel le programme a débuté, après contrôle de l'attestation O.N.S.S.

§ 3. A peine d'irrecevabilité, les documents nécessaires au contrôle devront être introduits à partir du 1^{er} mois jusqu'au 18^e mois suivant le début du programme.

Art. 9. Des primes obtenues abusivement seront remboursées. La décision de remboursement sera prise par le Ministre régional qui a l'expansion économique des P.M.E. dans ses attributions.

Art. 10. Par dérogation aux dispositions de l'article 7, § 2, les demandes relatives aux programmes d'embauche ayant débuté le 1^{er} janvier 1989 sont recevables pour autant qu'elles soient introduites le 30 septembre 1989 au plus tard.

Art. 11. En ce qui concerne la Région wallonne, les articles 8, 9, 10, 11, 12, 13 et 14 du chapitre VI de l'arrêté royal du 10 octobre 1978 portant exécution des articles 1^{er}, 2, 5, 7, 10 et 12 de la loi du 4 août 1978 de réorientation économique sont abrogés. De même, est abrogé l'arrêté de l'Exécutif régional wallon du 30 mars 1983 modifiant pour la Région wallonne l'arrêté royal du 10 octobre 1978 portant exécution des articles 1^{er}, 2, 5, 7, 10 et 12 de la loi du 4 août 1978 de réorientation économique.

Art. 12. Le Ministre-Président de l'Exécutif régional wallon, chargé de l'Economie et des P.M.E. est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Art. 13. Le présent arrêté entre en vigueur le 1^{er} avril 1989.

Namur, le 13 juillet 1989.

Le Ministre-Président de l'Exécutif régional wallon
chargé de l'Economie, des P.M.E. et de la Fonction publique régionale,

B. ANSELME

ÜBERSETZUNG

MINISTERIUM DER WALLONISCHEN REGION

D. 89 — 1787

13. JULI 1989. — Erlaß der Wallonischen Regionalexekutive zur Ausführung von Artikel 10 des Gesetzes vom 4. August 1978 zur wirtschaftlichen Neuorientierung

Aufgrund des Sondergesetzes vom 8. August 1980 zur Reform der Institutionen (Art. 6, § 1, VI, Punkt 4, b), so wie es durch das Gesetz vom 8. August 1988 abgeändert worden ist, insbesondere des Artikels 4, § 8, VI, Punkt 1;

Aufgrund des Gesetzes vom 4. August 1988 zur wirtschaftlichen Neuorientierung, abgeändert durch das Auftriebsgesetz vom 10. Januar 1981 über den Mittelstand, insbesondere der Artikel 2, 10 und 28;

Aufgrund des Königlichen Erlasses vom 10. Oktober 1978 zur Ausführung von Artikel 1, 2, 5, 7, 10 und 12 des Gesetzes vom 4. August 1978 zur wirtschaftlichen Neuorientierung;

Aufgrund des Erlasses der Exekutive vom 18. Januar 1989 zur Festlegung der Verteilung der Zuständigkeiten unter die Minister und zur Regelung der Unterzeichnung der Urkunden der Exekutive;

Aufgrund des Erlasses der Exekutive vom 27. Januar 1989 zur Regelung der Arbeitsweise der Wallonischen Regionalexekutive;

Aufgrund der am 12. Januar 1973 koordinierten Gesetze über den Staatsrat, insbesondere des Artikels 3, Absatz 1, abgeändert durch Artikel 18 des ordentlichen Gesetzes vom 9. August 1980 zur Reform der Institutionen;

In der Erwägung, daß die Beschäftigungsprämie einen anreizenderen Charakter zur Anstellung von Arbeitnehmern haben soll;

In der Erwägung, daß es angebracht ist, dieses Problem im Rahmen der neuen Anweisungen zur Anwendung des Gesetzes vom 4. August 1978, die vor kurzem von der Wallonischen Regionalexekutive verabschiedet worden sind, zu lösen;

In Anbetracht der Zielsetzungen der Federalpolitikerkklärung Walloniens, insbesondere in bezug auf die Maßnahmen, die darauf abzielen, die Verwendung der im Rahmen der Wirtschaftsaufschwunggesetze gewährten Beihilfen am besten, insbesondere über die Schaffung von Arbeitsplätzen, zu rentabilisieren;

In der Erwägung, daß es nützlich ist, die Modalitäten und die zum Erhalt von Beschäftigungsprämien erforderlichen Bedingungen unverzüglich bekanntzumachen, um den Unternehmen die Möglichkeit zu geben, ihre Anträge rechtzeitig einzureichen;

In der Erwägung, daß durch die Auszahlung der Beschäftigungsprämien in einer Tranche die administrativen Formalitäten deutlich verringert werden;

Aufgrund der Dringlichkeit;

Auf Vorschlag des Ministers-Vorsitzenden der Wallonischen Region, der mit der Wirtschaft, den K.M.B. und dem Regionalen öffentlichen Dienst beauftragt ist.

Beschließt die Wallonische Regionalexekutive :

Article 1. In Anwendung von Artikel 10 des Gesetzes vom 4. August 1978 zur wirtschaftlichen Neuorientierung kann der Minister der Wallonischen Region, zu dessen Zuständigkeitsbereich der Wirtschaftsaufschwung der K.M.B. gehört, den in Artikel 2 des Gesetzes vom 4. August 1978 zur wirtschaftlichen Neuorientierung

erwähnten Unternehmen, Personen und Einrichtungen, die sogar ohne Investitionen anzulegen, zusätzliche entlohnte Arbeitnehmer einstellen, eine Prämie gewähren, soweit die vom vorerwähnten Minister festgelegten Bedingungen eingehalten werden.

Art. 2. § 1. Die Höhe der Prämie wird auf 100 000 BF für jeden zusätzlichen eingestellten Arbeitnehmer festgelegt.

Diese Prämie wird in einer Tranche ausgezahlt, nachdem der Beweis der Beibehaltung des Arbeitnehmers während 12 Monaten im Unternehmen erbracht worden ist. Es wird eine Kontrolle der Beibehaltung des Arbeitnehmer mindestens 24 Monaten lang durchgeführt. Wird dieser Bedingung nicht nachgekommen, so wird die Beschäftigungsprämie zurückgezogen.

§ 2. Unter Beweis der Einstellung versteht man im Sinne dieses Artikels die Vorlage der vom Landesamt für Sozialsicherheit ausgestellten vierteljährlichen Bescheinigung.

§ 3. Der Anstieg der Beschäftigung wird durch Vorlage von Bescheinigungen des Landesamts für Sozialsicherheit nachgewiesen, die die vier Vierteljahre nach dem Vierteljahr, in dem das Einstellungsprogramm angefangen hat, decken, und die mit den Bescheinigungen des Landesamts für Sozialsicherheit, die die vier Vierteljahre vor diesem Vierteljahr decken, in dem das Programm angefangen hat verglichen werden. Der Beweis der Belassung des Arbeitnehmers in dem Unternehmen während 24 Monaten wird durch die Bescheinigungen des Landesamts für Sozialsicherheit für die drei Vierteljahre nach denen, die der Erteilung der Prämie zugrundegelegt worden sind, erbracht.

Art. 3. § 1. Eine Beschäftigungsprämie darf nur dann eingewilligt werden, wenn die durchschnittliche Beschäftigung nach der Einstellung um mindestens eine Einheit höher als die durchschnittliche Beschäftigung im Laufe der vier Vierteljahre vor dem Anfang des Einstellungsprogramms liegt.

§ 2. Die Vollzeit- bzw Teilzeiteinstellung wird berücksichtigt und die Unterstützung wird gewährt, soweit die erforderliche Anzahl Tage aufgrund der LASS-Bescheinigungen erreicht worden ist.

Art. 2. Ist der entlohnte Arbeitnehmer Bürger eines Staates, der nicht Mitglied der Europäischen Wirtschaftsgemeinschaft ist, so darf die Beschäftigungsprämie gewährt werden, sofern er zum Zeitpunkt seiner Einstellung regel- und ordnungsmäßig in Belgien wohnt und eine gültige Arbeitserlaubnis für diese Beschäftigung hat.

Art. 5. Es wird keine Beschäftigungsprämie zuerkannt, wenn die eingestellte Person vor ihrer Einstellung in einem anderen Unternehmen beschäftigt war, das im Besitz desjenigen, der den Antrag auf die Prämie stellt, ist, oder in dem dieser die Mehrheit der Anteile und der Aktien besitzt; dementsprechend, wenn die Gesellschaft, die den Antrag auf die Prämie stellt, der einen oder mehreren Personen, die die Mehrheit der Anteile oder der Aktien in einer anderen Gesellschaft besitzen, gehört, wird die Versetzung von Personalmitgliedern der zweiten nicht berücksichtigt.

Art. 6. Die Prämie darf keinesfalls mit dem Bezug einer Prämie oder einer Subvention, die aufgrund einer gleichen Einstellung von der Wallonischen Region gewährt werden, kumuliert werden.

Art. 7. § 1. Der Antrag auf Prämie kann entweder über einen zugelassenen Sozialsekretariat, oder unmittelbar durch das Unternehmen erfolgen.

§ 2. Anträge müssen im Laufe des Vierteljahrs nach dem Vierteljahr, in dem das Einstellungsprogramm begonnen hat, eingereicht werden. Die Akte muß eine Bescheinigung der LASS, die die vier Vierteljahre vor dem Beginn des durch das Unternehmen berücksichtigten Einstellungsprogramms deckt, enthalten.

§ 3. Es kann nur ein Einstellungsprogramm für jeden Zeitraum von vier aufeinanderfolgenden Kalendervierteljahren berücksichtigt werden.

Art. 8. § 1. Die Auszahlung der Prämie hängt von der Vorlage, durch den Antragsteller, einer Liste ab, auf der die Namen der eingestellten Personen und die Daten der Einstellungen stehen. Bei Arbeitnehmern, die nicht Bürger eines Mitgliedsstaates der Europäischen Gemeinschaften sind, wird die Nummer der Arbeitserlaubnis erwähnt.

§ 2. Die Prämie kann ab dem fünften Kalendervierteljahr, das dem Vierteljahr folgt, in dem das Programm angefangen hat, nach Überprüfung der LASS-Bescheinigung, ausgezahlt werden.

§ 3. Bei Strafe der Unzulässigkeit müssen die zwecks Kontrolle notwendigen Unterlagen ab dem dreizehnten Monat bis zum achtzehnten Monat nach dem Beginn des Programms eingereicht werden.

Art. 9. Rechtswidrig erhaltene Prämien werden zurückgezahlt. Der Rückzahlungsbeschluss wird vom regionalen Minister, zu dessen Zuständigkeitsbereich der Wirtschaftsaufschwung und die K.M.B. gehören, gefaßt.

Art. 10. In Abweichung der Bestimmungen von Artikel 7, § 2 sind die Anträge in bezug auf Einstellungsprogramme, die am 1. Januar 1989 angefangen haben, insoweit zulässig, daß sie dem 30. September 1989 eingereicht werden.

Art. 11. Was die Wallonische Region betrifft, werden Artikel 8, 9, 10, 11, 12, 13 und 14 von Kapitel VI des Königlichen Erlasses vom 10. Oktober 1978 zur Ausführung des Gesetzes vom 4. August 1978 zur wirtschaftlichen Neuorientierung aufgehoben. Dementsprechend wird der Erlaß der Wallonischen Region vom 30. März 1983 zur Abänderung für die Wallonische Region des Königlichen Erlass vom 10. Oktober 1978 zur Ausführung von Artikel 1, 2, 5, 7, 10 und 12 des Gesetzes vom 4. August 1978 zur wirtschaftlichen Neuorientierung aufgehoben.

Art. 12. Der Minister-Vorsitzende der Wallonischen Regionalexekutive, der mit der Wirtschaft, und den K.M.B. beauftragt ist, ist mit der Durchführung dieses Erlasses beauftragt.

Art. 13. Vorliegender Erlaß tritt am 1. April 1989 in Kraft.

Namür, den 13. Juli 1989.

Der Minister-Vorsitzende der Wallonischen Regionalexekutive,
beauftragt mit der Wirtschaft, den K.M.B. und dem Regionalen Öffentlichen Dienst,

B. ANSELME

VERTALING

MINISTERIE VAN HET WAALSE GEWEST

N. 89 — 1787

13 JULI 1989. — Besluit van de Waalse Gewestexecutieve tot uitvoering van artikel 10 van de wet van 4 augustus 1978 tot economische heroriëntering

De Waalse Gewestexecutieve,

Gelet op de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen (art. 6, § 1, VI, 4^o, b), zoals gewijzigd bij de wet van 8 augustus 1988, inzonderheid op artikel 4, § 8, VI, 1^o;

Gelet op de wet van 4 augustus 1978 tot economische heroriëntering, gewijzigd bij de herstellwet van 10 februari 1981 inzake de Middenstand, inzonderheid op artikelen 2, 10 en 28;

Gelet op het koninklijk besluit van 10 oktober 1978 tot uitvoering van de artikelen 1, 2, 5, 7, 10 en 12 van de wet van 4 augustus 1978 tot economische heroriëntering;

Gelet op het besluit van de Executieve van 18 januari 1989 tot vaststelling van de verdeling van de bevoegdheden onder de Ministers en tot regeling van de ondertekening van de akten van de Executieve;

Gelet op het besluit van de Executieve van 27 januari 1989 houdende regeling van de werking van de Waalse Gewestexecutieve;

Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, inzonderheid op artikel 3, 1e lid, gewijzigd bij het artikel 18 van de gewone wet van 9 augustus 1980 tot hervorming der instellingen;

Overwegende dat de arbeidsplaatspremie een meer aansporend karakter moet hebben tot het aanwerven van werknemers;

Overwegend dat het geschikt is dit probleem te regelen in het kader van de onlangs door de Waalse Gewestexecutieve aangenomen nieuwe toepassingsrichtlijnen van de wet van 4 augustus 1978;

Overwegende dat de doeleinden van de verklaring van het federaal beleid voor Wallonië, o.a. inzake de maatregelen voor een optimale rentabiliteit van het gebruik van de bijlage toegekend in het kader van de wetten van economische expansie meer bepaald door het scheppen van arbeidsplaatsen.

Overwegende dat het nodig is de modaliteiten en de voorwaarden die nodig zijn voor het verkrijgen van de arbeidsplaatspremies onverwijld bekend te maken ten einde de ondernemingen toe te laten hun aanvragen tijdig in te dienen;

Overwegende dat het uitbetalen van de arbeidsplaatspremies in één enkele storting de administratieve formaliteiten aanzienlijk vereenvoudigt;

Gelet op de dringendheid;

Op voordracht van de Minister-Voorzitter van het Waalse Gewest, belast met Economie, K.M.O's en Regionaal Openbaar Ambt,

Besluit :

Artikel 1. Bij toepassing van artikel 10 van de wet van 4 augustus 1978 tot economische heroriëntering kan de Minister van het Waalse Gewest tot wiens bevoegdheden de economische expansie van de K.M.O's behoort arbeidsplaatspremies toekennen aan de in artikel 2 van de wet van 4 augustus 1978 tot economische heroriëntering bedoelde ondernemingen, personen en instellingen die, zelfs zonder te investeren, bijkomende bezoldigde arbeiders aanwerven, voor zover dat de door de voornoemde Minister vastgestelde voorwaarden nageleefd worden.

Art. 2. § 1. Het bedrag van de premie wordt vastgesteld op 100 000 F per bijkomende aangeworven werknemer.

Deze premie wordt in een schijf uitbetaald, na bewijs van het behoud van de werknemers in het bedrijf gedurende twaalf maanden. Een controle zal gehouden worden op het behouden van de werknemer gedurende ten minsten vierentwintig maanden.

In geval van niet naleving van deze voorwaarde zal de arbeidsplaatspremie teruggevorderd worden.

§ 2. Door bewijs van de tewerkstelling in de zin van dit artikel dient te worden begrepen de overlegging van het driemaandelijkse attest van de Rijksdienst voor Sociale Zekerheid.

§ 3. Het bewijs van de verhoging van werkplaatsen zal vastgesteld worden door de overlegging van attesten van de Rijksdienst voor Sociale Zekerheid die de vier kwartalen dekken volgend op het kwartaal tijdens hetwelk het aanwervingsprogramma begonnen is en die vergeleken zullen worden met de bewijzen van de Rijksdienst voor Sociale Zekerheid dekkend de vier kwartalen die het aanvangskwartaal van voornoemd programma voorafgaan. Het bewijs van het behouden van de werknemer in het bedrijf gedurende vierentwintig maanden zal gesteld worden door de attesten van de Rijksdienst voor Sociale Zekerheid van de vier kwartalen volgend dewelke aanleiding gegeven hebben tot het toekennen van de premie.

Art. 3. § 1. Een arbeidsplaatspremie wordt enkel toegestaan indien de gemiddelde tewerkstelling na aanwerving minstens één eenheid hoger is dan de gemiddelde tewerkstelling tijdens de vier kwartalen die het begin van het aanwervingsprogramma voorafgaan.

§ 2. De voltijdse en deeltijdse tewerkstelling wordt in rekening genomen en de toelage is toegekend voor zover dat, op basis van de R.S.Z.-attesten, het aantal vereiste dagen bereikt is.

Art. 4. Indien de bezoldigde werknemer een staatsburger is van een Staat die niet lid is van de Europese Gemeenschappen kan de arbeidsplaatspremie toegekend worden indien, op het ogenblik van zijn tewerkstelling, hij regelmatig in België verblijft en houder is van een voor deze betrekking geldige arbeidsvergunning.

Art. 5. Geen arbeidsplaatspremie zal toegekend worden indien de aangeworven persoon vóór zijn tewerkstelling in dienst was in een ander bedrijf dat eigendom is van de premieaanvrager of waarin hij houder is van de meerderheid der aandelen of acties; hetzelfde geldt indien de maatschappij die de premie aanvraagt behoort tot één of meerdere personen die houder zijn van de meerderheid der aandelen of acties in een andere maatschappij, zonder inachtneming van overbrenging van personeel van de tweede.

Art. 6. In geen enkel geval zal de premie gecumuleerd mogen worden met een andere premie of toelage die door het Waalse Gewest toegekend zou worden wegens éénzelfde tewerkstelling.

Art. 7. § 1. De aanvraag voor arbeidsplaatspremie kan gebeuren hetzij door de bemiddeling van een erkend maatschappelijk secretariaat, hetzij rechtstreeks door het bedrijf.

§ 2. De aanvragen moeten ingediend worden gedurende het kwartaal volgend het kwartaal gedurende hetwelk het aanwervingsprogramma gestart is. Het dossier moet een attest van de R.S.Z. bevatten dekkend de vier kwartalen voorafgaand het begin van het door het bedrijf onthouden aanwervingsprogramma.

§ 3. Er kan enkel rekening gehouden worden met een aanwervingsprogramma per periode van vier opeenvolgende burgerlijke kwartalen.

Art. 8. § 1. De vereffening is afhankelijk van de voorlegging, door de aanvrager, van een lijst met de namen van de tewerkgestelde personen en vermelding van hun tewerkstellingsdatum. Voor de werknemers die niet staatsburger zijn van een Staat van de Europese gemeenschappen wordt het nummer van zijn arbeidsvergunning vermeld.

§ 2. De premie zal uitbetaald worden vanaf het vijfde burgerlijk kwartaal volgend het kwartaal gedurende hetwelk het programma gestart is, na controle van het R.S.Z.-attest.

§ 3. Op straffe van onontvankelijkheid zullen de nodige stukken voor de controle ingediend moeten worden vanaf de 13e maand tot de 18e maand die volgen op het begin van het programma.

Art. 9. Ten onrechte ontvangen premies zullen terugbetaald worden. De beslissing tot terugbetaling zal gewonnen worden door de regionale Minister tot wiens bevoegdheden de economische expansie van de K.M.O.'s behoort.

Art. 10. In afwijking van de bepalingen van artikel 7, § 2, zijn de aanvragen betreffende de aanwervingsprogramma's begonnen op 1 januari 1989 ontvankelijk voor zover zij ten laatste op 30 september 1989 ingediend zijn.

Art. 11. Voor wat betreft het Waalse Gewest, zijn de artikelen 8, 9, 10, 11, 12, 13 en 14 van hoofdstuk VI van het koninklijk besluit van 10 oktober 1978 tot uitvoering van de artikelen 1, 2, 5, 7, 10 en 12 van de wet van 4 augustus 1978 tot economische heroriëntering opgeheven. Tevens wordt opgeheven het besluit van de Waalse Gewest-executieve van 30 maart 1983 tot wijziging, voor het Waalse Gewest, van het koninklijk besluit van 10 oktober 1978 tot uitvoering van de artikelen 1, 2, 5, 7, 10 en 12 van de wet van 4 augustus 1978 tot economische heroriëntering.

Art. 12. De Minister-Voorzitter van de Waalse Gewest-executieve, belast met Economie en K.M.O.'s, is belast met de uitvoering van dit besluit.

Art. 13. Dit besluit treedt in werking op 1 april 1989.

Namen, 13 juli 1989.

De Minister-Voorzitter van de Waalse Gewest-executieve,
belast met Economie, K.M.O.'s en Regionaal Openbaar Ambt,

B. ANSELME

AUTRES ARRÊTÉS

MINISTÈRE DE LA REGION BRUXELLOISE

Schaerbeek. — Imposition communale. — Annulation

Un arrêté du 18 août 1989, pris en vertu de l'article 56 de la loi du 26 juillet 1971 organisant les agglomérations et les fédérations de communes, annule, pour violation de la loi et lésion de l'intérêt général, la délibération du 20 mars 1989, par laquelle le conseil communal de Schaerbeek décide de percevoir, pour l'exercice 1989, 2 535 centimes additionnels au précompte immobilier.

MINISTÈRE DES COMMUNICATIONS

Régie des transports maritimes. — Nomination

Par arrêté royal du 14 août 1989, Mlle Devoldere, K.M., est nommée au grade de secrétaire d'administration en stage à la Régie des transports maritimes, à la date du 12 juin 1989.

MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION NATIONALE

Université de Liège. — Démission honorable

Par arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 21 juin 1989, démission honorable de ses fonctions d'agrégé de faculté à l'Université de Liège est accordée à M. Edgard Baeckeland, à la date du 1er octobre 1989.

L'intéressé est autorisé à porter le titre honorifique de ses fonctions et à faire valoir ses droits à la pension de retraite.

ANDERE BESLUITEN

MINISTERIE VAN HET BRUSSELE GEWEST

Schaerbeek. — Gemeentebelasting. — Vernietiging

Bij besluit van 18 augustus 1989, genomen krachtens artikel 56 van de wet van 26 juli 1971 houdende organisatie van de agglomeraties en federaties van gemeenten, is vernietigd omdat zij de wet schendt en het algemeen belang schaadt, de beslissing d.d. 20 maart 1989, waarbij de gemeenteraad van Schaerbeek beslist om, voor het dienstjaar 1989, 2 535 opcentiemen op de onroerende voorheffing te heffen.

MINISTERIE VAN VERKEERSWEZEN

Régie voor maritiem transport. — Benoeming

Bij koninklijk besluit van 14 augustus 1989 is Mej. Devoldere, K.M., benoemd tot de graad van bestuurssecretaris in stage bij de Régie voor maritiem transport, met ingang van 12 juni 1989.

« MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION NATIONALE »

Universiteit te Luik. — Eervol ontslag

Bij besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap d.d. 21 juni 1989 wordt aan de heer Edgard Baeckeland, faculteitsgeaggreerde bij de Universiteit te Luik, met ingang van 1 oktober 1989, op zijn verzoek, eervol ontslag uit zijn ambt verleend.

Hij wordt ertoe gemachtigd, de eretitel van zijn ambt te voeren en zijn aanspraak op een rustpensioen te doen gelden.